



**WORLD WIDE WEB
FOUNDATION**

LES DONNÉES OUVERTES FONCTIONNENT- T-ELLES POUR LES FEMMES EN AFRIQUE?

Août 2018

www.webfoundation.org

TABLE DES MATIÈRES

Résumé	3
01 Introduction	4
02 Constatations et recommandations	6
03 Cartographie des acteurs	16
04 Regard vers l'avenir : inverser l'échec de la politique	18
05 Annexe	20



Ce rapport est le fruit d'un effort de collaboration dans tout le continent africain, et a été rédigé par Ana Brandusescu et Nnenna Nwakanma, avec des contributions de recherche spécifiques à chaque pays de Ayomide Faleye (BudgIT, Nigéria), Charlie Martial Ngounou (AfroLeadership, Cameroun), Dorothy Okello (Réseau des femmes de l'Ouganda (JWONET), Ouganda), Sophie McManus et Richard Gevers (Open Data Durban, Afrique du Sud).

Le rapport comprend également des informations provenant de personnes interrogées au Burkina Faso, au Cameroun, en Côte d'Ivoire, au Ghana, au Kenya, à Madagascar, au Maroc, au Nigéria, au Sénégal, en Afrique du Sud, en Tanzanie et en Ouganda.

Citation suggérée : Brandusescu, A. et Nwakanma, N. (2018). Les données ouvertes fonctionnent-elles pour les femmes en Afrique? *World Wide Web Foundation*.

Financé par une subvention du réseau Omidyar.

La Web Foundation a été créée en 2009 par Tim Berners-Lee, inventeur du World Wide Web. Notre mission consiste à faire avancer le Web ouvert en tant que bien public et droit fondamental.

Droit d'auteur, World Wide Web Foundation, [CC BY 4.0](#)



RÉSUMÉ

Les données ouvertes ont le potentiel d'améliorer les politiques, les économies et les sociétés. Pourtant, les initiatives de données ouvertes soutenues par les gouvernements, la société civile et les bailleurs de fonds ont largement négligé la façon dont les données ouvertes peuvent être utilisées pour répondre spécifiquement aux besoins des femmes.

Pour réaliser le plein potentiel des données ouvertes, les données doivent être accessibles et utilisées par tous. En Afrique, cependant, il existe un écart important entre les sexes en matière d'équité des données.

Nos résultats révèlent que si les données ouvertes ont le potentiel de changer radicalement et d'autonomiser les femmes en Afrique, la réalité est la suivante :

- 1. Il y a peu de données ouvertes en Afrique** en raison de l'absence d'une culture ouverte, d'une législation insuffisante et de processus qui ne sont pas sensibles au genre ;
- 2. Les réalités culturelles et sociales empêchent les femmes** d'utiliser les données ouvertes disponibles ;
- 3. Les ensembles de données clés pour soutenir les objectifs de plaidoyer des groupes de femmes** (p. ex. les données sur le budget, la santé et la criminalité) sont largement absents en tant que données ouvertes ;
- 4. Il n'y a pas de base solide de recherche** sur l'accès et l'utilisation des données ouvertes par les femmes, en grande partie en raison d'un manque de financement, de peu de collaboration et de peu de défenseurs des données ouvertes.

Bien qu'il existe des lois et des politiques d'égalité entre les sexes, elles sont également fortement critiquées parce qu'elles sont incomplètes ou pas assez efficaces pour réduire les inégalités entre les sexes. En outre, les politiques de données ouvertes au niveau national sont largement absentes en raison de la résistance institutionnelle globale à la divulgation des données.¹ De plus, les initiatives de données ouvertes n'existent généralement qu'au niveau infranational, voire pas du tout.

D'autre part, une collaboration interorganisationnelle limitée constitue un défi important pour le renforcement du mouvement des données ouvertes en Afrique.² Les groupes de femmes, les groupes de défense des droits numériques et les experts en genre - qui ont tous un rôle à jouer pour promouvoir l'accessibilité et l'utilisation des données par les femmes - collaborent rarement sur ces questions et, bien que des initiatives et des partenariats mondiaux aient été établis, ils doivent encore s'intégrer verticalement et horizontalement. Les collaborations multipartites sont essentielles pour développer des solutions efficaces.

Le financement, les partenariats internationaux et le soutien sont également nécessaires et jouent un rôle essentiel dans l'examen des données ouvertes sous l'angle du genre. Cette perspective permet aux parties prenantes d'entamer une conversation sur l'état actuel des données gouvernementales (ouvertes et fermées) et sur la manière de l'améliorer. Une étude de cas efficace et remarquable sur l'utilisation des données pour autonomiser les femmes est l'initiative TechMouso (TechFemme)³ en Côte d'Ivoire, qui a réuni les communautés de données, de technologie et de genre, y compris le gouvernement, pour utiliser des données publiques afin de développer des solutions aux problèmes locaux liés à la santé, la sécurité, l'éducation et l'autonomisation économique des femmes. D'autres réponses aux défis auxquels les femmes sont confrontées en ligne et hors ligne ont émergé, à la fois en termes de technologies et de secteurs de données ouvertes, et de mouvements plus larges de droits numériques et d'autonomisation économique.

Nos résultats devraient servir d'avertissement - pour les décideurs politiques, le secteur privé et la société civile - pour aborder les opportunités pour les femmes d'accéder et d'utiliser les données ouvertes à leur avantage. Comment pouvons-nous parvenir à l'équité des données et veiller à ce que les données soient accessibles et utilisées par tous, en particulier par les femmes ?

1 Web Foundation. (2014). Des données ouvertes à un droit aux données : une réponse au rapport de l'ONU sur la révolution des données. Disponible à l'adresse <https://webfoundation.org/2014/12/from-open-data-to-a-right-to-data-a-response-to-the-un-data-revolution-report>

2 Rapport global du Baromètre des données ouvertes, 4e édition (2017). Web Foundation. Disponible à l'adresse <https://opendatabarometer.org/4thedition/report>

3 TechMouso (Tech Woman) (2016). Disponible à l'adresse <http://techmouso.ci>

01

INTRODUCTION

À mesure que notre monde entre de plus en plus dans l'espace numérique, le battage médiatique autour des avantages des données ouvertes augmente également. La recherche a montré que les données ouvertes peuvent stimuler la croissance économique⁴, autonomiser les citoyens⁵ et soutenir la transparence du gouvernement.⁶ Pourtant, il y a très peu de recherche ou d'évaluation de l'impact que les données ouvertes ont spécifiquement sur les femmes, ou sur la façon dont les femmes utilisent les données ouvertes.

Que sont les données ouvertes ?

Les données ouvertes sont des données juridiquement et techniquement ouvertes. Les données ouvertes et le contenu peuvent être **librement utilisés, modifiés et partagés** par **n'importe qui** dans **n'importe quel but**.⁷

Les domaines des données ouvertes, de l'accès à l'information et de l'égalité des sexes sont tous confrontés à des défis importants - des défis qui sont aggravés lorsqu'ils sont combinés. Le mouvement des données ouvertes et des technologies civiques en Afrique et dans le monde en général est dominé par les hommes.⁸ Le fait que les femmes sont perçues comme

4 Rapport sur le développement dans le monde 2016 : les dividendes numériques. Banque mondiale. Disponible à l'adresse <http://www.worldbank.org/en/publication/wdr2016>

5 Ubaldi, B. (2013). Données publiques ouvertes : vers une analyse empirique des initiatives de données publiques ouvertes. Documents de travail de l'OCDE sur la gouvernance publique. Disponible à l'adresse <https://search.proquest.com/openview/eae0dba100f69321171cd0682e350182/1?pq-origsite=gscholar&cbl=54503>; Huijboom, N. et Van den Broek, T. (2011). Données ouvertes : une comparaison internationale des stratégies. European Journal of ePractice ; disponible sur <http://unpan1.un.org/intradoc/groups/public/documents/UN-DPADM/UNPAN046727.pdf> ;

6 Bell, J. (2009). Transparence gouvernementale via des données ouvertes et open source. Examen de la gestion de l'innovation technologique. Disponible à l'adresse <https://timreview.ca/article/230>

7 La définition ouverte. Open Knowledge International. Disponible à l'adresse <https://opendefinition.org>

8 Luxton, E. (2016). Où sont les femmes dans la technologie ? 3 graphiques qui révèlent l'écart entre les sexes. Forum économique mondial. Disponible à l'adresse <https://www.weforum.org/agenda/2016/04/where-are-the-women-in-computing/> ; Enquête sur les femmes et la technologie. (2017). ISACA. Disponible à l'adresse <http://www.isaca.org/info/2017-women-in-technology-survey/index.html>

n'utilisant pas la technologie ou comme « ne sachant pas coder »⁹ résulte en un accès inégal aux opportunités d'emploi dans le domaine des technologies. Les défis institutionnels et culturels persistent sous forme d'accès médiocre aux opportunités d'amélioration des compétences, de faible niveau de connaissances et de société où les hommes ont traditionnellement plus d'opportunités de formation et d'emploi.¹⁰ Ces défis sont des obstacles à la participation des femmes envisageant de rejoindre les industries technologiques et de données ouvertes, et aussi en tant qu'utilisatrices de technologies civiques et de données ouvertes. En réponse à ce problème, de nombreuses initiatives ciblant les femmes et les filles ont vu le jour (détaillées dans la section 3 et dans l'annexe).

Dans ce contexte, nous avons cherché à savoir si et comment les données ouvertes profitent aux femmes en Afrique. Nous examinons les données ouvertes sous l'angle du genre, au fur et à mesure que nous passons en revue l'état actuel des femmes et des données ouvertes, abordons les défis, et fournissons des recommandations pour aller de l'avant.

Le rapport est basé sur les connaissances de professionnels expérimentés en matière de données et/ou de genre dans quatre pays : le Cameroun, le Nigéria, l'Afrique du Sud et l'Ouganda - des pays sélectionnés pour fournir une vision régionale équilibrée du continent.

Le rapport comprend également des réponses à un questionnaire, avec des contributions d'experts au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire, au Ghana, au Kenya, à Madagascar, au Maroc, au Sénégal, en Tanzanie et en Ouganda. Celles-ci ont été recueillies via un sondage en ligne, en français et en anglais, sur un mois.

Les modèles d'accès et d'utilisation des données ouvertes reflètent souvent une dynamique de pouvoir et d'accès que l'on retrouve dans la société au sens large. Tant que ces tendances se maintiendront, les données ouvertes continueront à exclure les questions d'équité entre les sexes, qui empêchent les femmes d'accéder à des informations essentielles sur des questions telles que la santé, l'éducation et la propriété

foncière. Cette étude sert d'appel à la communauté des données ouvertes - les organisations, les militants, les gouvernements et les bailleurs de fonds engagés dans ce travail - pour agir, changer d'approche et repenser les politiques et les pratiques.

QUELQUES MOTS SUR LE GENRE

- **Genre** : fait référence aux différences socialement construites dans les attributs et les opportunités associés à l'être féminin ou masculin et aux interactions sociales et aux relations entre les femmes et les hommes.¹¹
- **Données ventilées par sexe** : données collectées et présentées par sexe en tant que classification primaire et globale.¹²
- **Statistiques ventilées par sexe** : concepts de données et définitions qui reflètent de manière adéquate la diversité des femmes et des hommes et saisissent tous les aspects de leur vie ; méthodes de collecte qui prennent en compte les stéréotypes et les facteurs sociaux et culturels susceptibles d'induire un biais sexiste dans les données.¹³
- **Sensible au genre** : la mesure dans laquelle les politiques, les actions et les dépenses du gouvernement ont nui à l'objectif de l'égalité des sexes ou s'en sont rapprochées. Une politique, une réglementation ou une législation sensible au genre n'est pas une politique, une réglementation ou une législation distincte pour les femmes, mais plutôt un outil pour mieux répondre aux priorités des femmes et des hommes.¹⁴

9 Oliver, T. Un regard en profondeur sur l'écart entre les sexes dans l'industrie de la technologie. (2017). Techniquement compatible. Disponible à l'adresse <https://www.technicallycompatible.com/an-in-depth-look-at-the-gender-gap-in-the-tech-industry>

10 Statistiques sur le genre en Afrique du Sud (2011). Statistics South Africa, Gouvernement de l'Afrique du Sud. Disponible à l'adresse <http://www.statssa.gov.za/publications/Report-03-10-05/Report-03-10-052011.pdf>

11 Manuel de statistiques sexospécifiques : intégration d'une perspective sexospécifique dans les statistiques (2015). Statistiques de l'ONU. Disponible à l'adresse <https://unstats.un.org/unsd/genderstatmanual/What-are-gender-stats.ashx>

12 ibid

13 ibid

14 Budgétisation sensible au genre. ONU Femmes. Disponible à l'adresse <https://unwomen.org.au/our-work/focus-areas/what-is-gender-responsive-budgeting>

02

CONSTATATIONS ET RECOMMANDATIONS

Les données ouvertes peuvent offrir des avantages considérables aux femmes en Afrique. Un exemple d'initiative réussie est le projet TechMouso¹⁵ en Côte d'Ivoire qui a réuni des parties prenantes travaillant sur le genre et les données pour utiliser les données afin d'élaborer des solutions aux problèmes locaux dans des domaines tels que la santé des femmes, la sécurité, l'éducation et l'autonomisation économique.

Le succès de TechMouso a créé une dynamique pour les données ouvertes en Côte d'Ivoire où le gouvernement travaille actuellement à la publication des données de ces secteurs sur la plate-forme nationale de données ouvertes.¹⁶ En outre, le gouvernement a consulté les organisations de la société civile et est prêt à les impliquer dans l'ouverture des données dont elles ont besoin.

Une autre initiative est le Compendium des Compétences Féminines¹⁷ de Côte d'Ivoire (COCOFCI) qui a commencé comme un projet indépendant visant à valoriser le profil des femmes professionnelles dans le pays. Au fil du temps, son succès a convaincu le gouvernement qu'une plus grande collaboration était nécessaire. Le COCOFCI est maintenant un programme gouvernemental complet. Fin 2017, plus de 14 000 femmes avaient été répertoriées. Le compendium est devenu un puissant moteur de l'engagement politique des femmes, des nominations politiques et de la recherche de l'équité sociale et économique. Au-delà des opportunités politiques et économiques, le compendium sert également de plate-forme de réseautage professionnel à ses membres.

Cependant, les histoires de réussite comme celles-ci sont rares. Les résultats de l'ensemble du continent révèlent des défis communs expliquant pourquoi les données ouvertes ne fonctionnent pas pour les femmes en Afrique.

¹⁵ TechMouso (Tech Woman) (2016). Disponible à l'adresse <http://techmouso.ci>

¹⁶ Données ouvertes Côte d'Ivoire (2018). Gouvernement de la Côte d'Ivoire. Disponible à l'adresse <https://data.gouv.ci>

¹⁷ Compendium des Compétences Féminines de Côte d'Ivoire (2018). Disponible à l'adresse <http://www.competencesfeminines.gouv.ci/>

2.1 Persistance des disparités entre les sexes

En Afrique, les femmes sont toujours confrontées à une discrimination généralisée en ce qui concerne l'égalité salariale et professionnelle, l'impact de la culture et l'intersectionnalité de la race et du genre. Les progrès dans l'ouverture de l'accès ont tendance à suivre le pouvoir et la dynamique structurelle. Au sein du gouvernement, de la société civile et des entreprises, les utilisateurs de données sont toujours disproportionnellement des hommes. Les hommes occupent généralement des postes plus élevés, sont plus susceptibles d'être des analystes de données et de diriger des OSC axées sur les données ouvertes. De telles disparités entre les sexes découragent l'accès et l'utilisation des données ouvertes.

Les femmes font face à quatre grands défis quotidiens qui limitent leur temps, leur accès et leur utilisation des données :

1. L'écart de rémunération entre les sexes :

La disparité salariale est un obstacle à l'autonomisation économique des femmes. Il y a quelques mois, le rapport du Forum économique mondial quantifiant les disparités entre les sexes a révélé que l'Afrique subsaharienne ne devrait pas atteindre la parité salariale avant les 102 prochaines années (157 ans en Afrique du Nord). Dans l'ensemble de l'Afrique, les femmes gagnent en moyenne deux tiers du salaire des hommes dans le secteur formel, tandis que seulement 15 pays ont des lois contre la discrimination fondée sur le sexe sur le marché du travail.¹⁸ Si les femmes étaient financièrement mieux loties, elles seraient mieux en mesure de participer en ligne et d'utiliser les données et le contenu qui leur seraient bénéfiques.

2. Le travail non rémunéré des femmes :

Selon des estimations de l'ONU Femmes, les femmes accomplissent presque trois fois plus de soins et de travail domestique non payés que les hommes. Comme cette main-d'œuvre n'est suivie dans aucun indicateur économique officiel, il est impossible de mesurer les changements dans l'économie d'un pays motivés par le travail largement effectué par des femmes ou de

comprendre comment le temps consacré à ce travail non rémunéré affecte la capacité des femmes à participer à l'économie numérique. Permettre aux femmes de tirer pleinement parti des opportunités d'autonomisation offertes par les données nous obligera à collecter et publier des données sur le temps et les implications économiques de ce travail non rémunéré.

3. La pauvreté des femmes : Ayant des engagements professionnels et domestiques, les femmes n'ont souvent pas d'autre choix que d'avoir une double journée de travail, ce qui leur laisse peu de temps pour investir du temps dans la croissance professionnelle. Comme pour l'écart de rémunération entre hommes et femmes et le travail non rémunéré, il faut s'attaquer au manque de temps pour que les femmes puissent acquérir leur autonomie économique.¹⁹

4. L'inégalité numérique et la fracture numérique entre les sexes : Les avantages offerts par les technologies numériques ne sont pas répartis uniformément, les femmes et les pauvres étant moins susceptibles d'avoir accès à Internet et moins enclins à utiliser le Web pour l'autonomisation politique et économique. Une fois en ligne, les femmes des communautés urbaines pauvres sont 30-50 % moins susceptibles que les hommes d'utiliser Internet pour augmenter leurs revenus ou participer à la vie publique. L'écart numérique entre les sexes est le plus important en Afrique. L'un des facteurs qui empêche les femmes de se connecter et qui contribue à la fracture numérique mondiale entre les sexes est le coût. En Afrique, le prix moyen d'un forfait haut débit 1 Go (prépayé, mobile) représente 18 % du revenu mensuel moyen - un coût encore plus élevé pour les femmes qui, en moyenne, gagnent moins que les hommes.²⁰

À terme, les politiques et les projets visant à augmenter le nombre de personnes en ligne échoueront, à moins qu'ils ne s'attaquent à la fracture numérique entre les sexes dans l'accès à Internet et son utilisation.²¹ De plus, tout engagement gouvernemental sur les données doit trouver des moyens de réduire cet écart.

¹⁸ ibid.

¹⁹ Indice de l'égalité des genres en Afrique (2015). Groupe de la Banque africaine de développement. Disponible à l'adresse https://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Publications/African_Gender_Equality_Index_2015-EN.pdf

²⁰ Rapport sur l'abordabilité (2017). Alliance pour un Internet abordable (A4AI). Disponible à l'adresse http://a4ai.org/affordability-report/report/2017/#executive_summary

²¹ RÉAGIR avec une politique de TIC sensible au genre (2017). Web Foundation, Alliance pour un Internet abordable (A4AI). Disponible à l'adresse <https://webfoundation.org/docs/2017/09/REACT-with-Gender-Responsive-ICT-Policy.pdf>

2.2 Une culture fermée de l'information et des données

En Afrique, de nombreux pays ont une longue tradition de régime militaire qui, dans certains cas, a soutenu la censure et entravé la transparence et l'accès à l'information. Il y a cinq ans, on soutenait que l'absence de législation sur le droit à l'information (RTI, Right to Information) étouffait les données ouvertes.²² Cela s'explique par le fait que les données ouvertes ont tendance à être une composante de la législation RTI ; par conséquent, un cadre pour les besoins RTI doit être mis en place avant qu'un gouvernement élabore une politique de données ouvertes. Cela peut encore être le cas aujourd'hui, même dans les pays dotés de dispositions constitutionnelles pour la liberté de l'information.

Dans la plupart des pays africains, les données publiques ne sont pas ouvertes en premier lieu et nous devons donc encore nous rendre compte du potentiel des données ouvertes pour résoudre les problèmes socio-économiques. Actuellement, certains mécanismes d'accès à l'information permettent aux citoyens de demander des informations gouvernementales et obligent les gouvernements à répondre aux demandes des citoyens. Pourtant, ces réglementations ne fournissent souvent qu'un accès coûteux et difficile aux données. En conséquence, ces dispositions peuvent ne pas cadrer dans les dispositions RTI décrites dans les constitutions de certains pays.

Lorsque les données sont rendues publiques, les responsables gouvernementaux refusent souvent de divulguer des informations critiques en tant que données ouvertes. Diverses restrictions et exigences créent des obstacles à l'accès à l'information, y compris, par exemple, les frais de demande et les exigences pour les demandeurs de fournir des renseignements personnels et des détails sur la façon dont ils vont utiliser les données. De telles restrictions entravent les efforts envers une plus grande transparence et responsabilité du gouvernement.

Les recherches de la Web Foundation ont montré que de nombreux ensembles de données dont les gens ont besoin, tels que les données sur la propriété foncière, l'éducation, la santé, les contrats, les dépenses, ne sont pas ouverts. Le Baromètre

des données ouvertes - une mesure globale de la façon dont les gouvernements publient et utilisent les données - révèle que des données ventilées par sexe sont souvent disponibles pour des secteurs tels que les statistiques nationales, la santé et l'éducation, mais que pour d'autres ensembles de données critiques comme les statistiques sur la criminalité, les données ventilées par sexe ne sont disponibles que dans 32 % des 115 pays couverts. Sur les 28 pays africains évalués dans le Baromètre des données ouvertes, les pourcentages sont similaires à la moyenne mondiale. Par exemple, le Nigéria et l'Ouganda ont des données ventilées par sexe disponibles pour les quatre secteurs - statistiques nationales, santé, éducation et criminalité. Le Cameroun dispose de données ventilées par sexe pour tous les secteurs sauf la criminalité. L'Afrique du Sud ne dispose pas de statistiques sur l'éducation et la criminalité ventilées par sexe.

Résultats du Baromètre des données ouvertes des quatre pays cibles :

SECTEUR	DISPONIBILITÉ DE DONNÉES EN LIGNE VENTILÉES PAR SEXE DANS 28 PAYS AFRICAINS
Statistiques nationales	21 (75 %)*
Santé	19 (68 %)*
Éducation	23 (82 %)*
Criminalité	10 (36 %)*

* Le taux est représentatif de 28 pays étudiés.

En outre, le Baromètre des données ouvertes montre que 373 des 375 ensembles de données en Afrique subsaharienne sont fermés. En Afrique subsaharienne, seuls deux pays, le Kenya et l'Afrique du Sud, figurent dans le top 50 du classement du Baromètre des données ouvertes (sur 115 pays). En moyenne, les pays évalués pour les données gouvernementales ouvertes en Afrique obtiennent 27 sur 100 pour la réactivité (sur la base des politiques gouvernementales, des actions gouvernementales, des droits civils et civiques, des entrepreneurs et des entreprises), 12 sur 100 pour la mise en œuvre (ensembles de données de 15 secteurs incluant les

²² Les responsables kenyans affirment que le manque de liberté d'accès à l'information entrave les données ouvertes (2013). [freedominfo.org](http://www.freedominfo.org/2013/05/kenyan-officials-say-lack-of-foi-hampers-open-data). Disponible à l'adresse <http://www.freedominfo.org/2013/05/kenyan-officials-say-lack-of-foi-hampers-open-data>

données sur la propriété foncière, le budget, la santé, l'éducation, etc.) et 10 sur 100 pour l'impact (politique, social et économique).

Ce manque d'ouverture peut diminuer à mesure que les gouvernements africains rejoignent le Partenariat pour un gouvernement ouvert (PGO). En Afrique, il y a dix membres actifs du PGO : le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Kenya, le Libéria, le Malawi, le Nigéria, la Sierra Leone, l'Afrique du Sud et la Tunisie. La majorité d'entre eux, à savoir la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Kenya, le Libéria, la Sierra Leone, l'Afrique du Sud et la Tunisie, ont des plans d'action nationaux (PAN) incluant des engagements d'ouverture de données, y compris la mise en place de portails nationaux de données ouvertes.²³ Cependant, il n'y a que quelques engagements qui recoupent les données ouvertes et le genre. C'est le cas non seulement sur le continent, mais dans le monde entier. Un engagement notable - de la Côte d'Ivoire - est de promouvoir la budgétisation participative qui comprend le renforcement des capacités des autorités locales en matière de planification et de budgétisation sexospécifiques.

RÉGRESSION

En 2017, la Tanzanie a suspendu ses activités au sein du Partenariat pour un gouvernement ouvert (PGO), qualifiant le partenariat d'intervention étrangère, et se tourne maintenant vers le Mécanisme africain d'évaluation par les pairs (MAEP)²⁴ pour surveiller les efforts de transparence et de responsabilisation du gouvernement. Le rejet du PGO par la Tanzanie, après avoir accueilli la toute première Conférence sur les données ouvertes en Afrique en 2015, suggère que « l'ouverture » pourrait devenir moins attrayante et que certains endroits où des progrès sur l'ouverture ont été réalisés pourraient reculer.

Dans les pays où il existe des politiques de données ouvertes, elles restent en grande partie à l'état de projet (p. ex. en Ouganda, en Tanzanie). Dans d'autres pays, tels que le Nigéria, le Mozambique et Maurice, les efforts visant à financer des initiatives de données ouvertes, à établir de bonnes pratiques de gestion des données et à mettre en œuvre les réformes sur le droit à l'information restent stagnants.²⁵ Même lorsque les pays ont des garanties constitutionnelles pour la liberté d'information et la liberté d'expression, ces droits ne sont souvent pas protégés dans la pratique. Par exemple, au Sénégal et au Ghana, des projets de loi sont en discussion depuis des années au Parlement, avec peu de signes d'adoption.

Une manière d'aller de l'avant consisterait à établir une loi spécifique sur le droit à l'information ou une politique spécifique sur les données ouvertes au niveau national (p. ex. les ministères sectoriels et les comités d'éthique). De plus, les ministères et organismes gouvernementaux devraient simplifier le langage utilisé pour les termes liés aux données afin que les non-experts puissent plus facilement s'engager dans le secteur. Les gouvernements et les autres parties prenantes pourraient également utiliser des canaux hors ligne tels que les journaux et la radio pour communiquer de nouvelles informations issues de l'analyse des données ouvertes du gouvernement à ceux qui ne sont pas encore en ligne.

« La sensibilisation et un plus grand plaidoyer doivent venir des deux sexes ! Une législation, une grande responsabilité et la transparence dans la gestion des affaires publiques sont également essentielles. »

– James Akaba, Open Dreams, Cameroun

²³ Engagements du plan d'action national (2018). Partenariat pour un gouvernement ouvert. Disponible à l'adresse <http://www.opengovpartnership.org/explorer/all-data.html>

²⁴ Dimba, M. et Gruzd, S. (2017). PGO en Afrique : un autre outil pointu dans la boîte à outils de gouvernance. Partenariat pour un gouvernement ouvert (PGO). Disponible à l'adresse <https://www.opengovpartnership.org/stories/ogp-africa-another-sharp-tool-governance-toolbox>

²⁵ Aperçu du Baromètre des données ouvertes : Afrique subsaharienne, 4e édition (2017). Web Foundation. Disponible à l'adresse <https://opendatabarometer.org/4thedition/regional-snapshot/sub-saharan-africa>

Il est primordial que les employés du gouvernement comprennent qu'ils ont la responsabilité de veiller à ce que les pratiques publiques en matière de données ouvertes respectent le genre. Cela comprend la promotion de programmes éducatifs sur la mise en forme, l'analyse et la visualisation des données tout en comprenant et en appliquant les concepts d'inclusion. Par exemple, les gouvernements peuvent soutenir des acteurs externes issus de différents groupes de parties prenantes - en particulier des femmes et des groupes de défense des droits numériques - pour s'engager et analyser des données. Les efforts de plaidoyer peuvent contribuer à sensibiliser et à lier les données ventilées par sexe dans différents secteurs, tout en soutenant le processus de transparence et de responsabilisation.²⁶

2.3 Les données disponibles ne sont pas les données nécessaires

Dans les quelques initiatives où des efforts sont consentis pour ouvrir les données, les ensembles de données disponibles, qu'ils se trouvent sur le portail de données ouvertes ou sur le site web de l'agence statistique, ne répondent pas efficacement aux besoins des femmes, en particulier des femmes rurales. Par exemple, même si le portail national de données ouvertes du Kenya existe depuis quelques années²⁷, les données publiées ne sont pas suffisamment représentatives pour répondre aux problèmes qui affectent les femmes. Le portail ne publie pas de données clés sur la santé reproductive, le SIDA, les soins prénatals et postnatals, la violence contre les femmes ou les droits légaux des femmes. Il manque également des informations sur le vote, la propriété foncière, le mariage, le divorce et la garde des enfants.²⁸

Lors du Forum national sur les données de TechMouso²⁹ en Côte d'Ivoire en avril 2016, il y avait un net décalage entre les données dont les OSC avaient besoin et les données que possédait l'agence statistique nationale.

Les plus grandes demandes de données concernaient :

- La capacité économique et les opportunités des femmes
- La participation politique
- Les données financières et budgétaires
- Les données sur la santé
- Les données sur les violences sexistes
- Les données nationales sur les dépenses

L'INS (Institut national de la statistique) a déclaré que ses données suivent celles fournies par l'autorité nationale des statistiques et qu'il est possible qu'il ne soit pas en mesure de fournir des données à jour. Les principaux ensembles de données publiés continuent d'être principalement démographiques.

Bien que les gouvernements, les ministères, les départements et les agences africains fassent des efforts légitimes pour fournir des rapports, ceux-ci sont généralement axés sur les rapports de développement et la responsabilité internationale.³⁰ Data2x a identifié les principales lacunes dans les données sur le genre dans au moins 27 domaines clés d'intérêt critique pour les femmes.³¹ Les organismes internationaux de développement peuvent, en finançant spécifiquement la collecte de données ventilées par sexe, jouer un rôle déterminant dans la réduction des lacunes dans les données.

Les organismes gouvernementaux génèrent et détiennent des volumes importants de données. Par conséquent, les lois sur l'accès à l'information, les initiatives gouvernementales ouvertes et les politiques de données ouvertes - toutes conçues en tenant compte du genre - sont essentielles pour demander des comptes aux gouvernements et faire en sorte que les données ouvertes soient utiles aux femmes.

26 Par exemple, si les données budgétaires sont disponibles sans données de dépenses, il existe un risque élevé de lavage ouvert.

27 Portail de données ouvertes. Gouvernement du Kenya. Disponible à l'adresse opendata.go.ke

28 RÉAGIR avec une politique de TIC sensible au genre (2017). Web Foundation, Alliance pour un Internet abordable (A4AI). Disponible à l'adresse <https://webfoundation.org/docs/2017/09/REACT-with-Gender-Responsive-ICT-Policy.pdf>

29 Nwakanma, N. (2016). TechMouso Côte d'Ivoire. Disponible à l'adresse <https://www.youtube.com/watch?v=soHdlRizcCY&t=10s>

30 Données ouvertes pour l'Afrique (2018). Groupe de la Banque africaine de développement. Disponible à l'adresse <http://dataportal.opendataforafrica.org>

31 Data2x : Lacunes dans les données sur le genre (2017). Fondation des Nations Unies. Disponible à l'adresse <http://www.data2x.org/what-is-gender-data/gender-data-gaps>

« Donner aux femmes les moyens d'acquérir des connaissances sur le pouvoir des données ouvertes et renforcer les capacités des femmes ayant des compétences en matière de données est essentiel. »

- Winnie Kamau, Association des journalistes indépendants, Kenya

Le plaidoyer est essentiel pour promouvoir l'utilisation des données ouvertes par les femmes et les programmes axés sur les femmes. Un domaine clé qui devrait être priorisé est celui des statistiques ventilées par sexe. Par exemple, des données ventilées par sexe sur la santé (santé maternelle, VIH), la criminalité (violence domestique), l'éducation (scolarisation primaire et secondaire), la législation (CEDAW des Nations Unies³²) et les finances (budget, passation de marchés et dépenses) doivent être disponibles, accessibles et utilisables par tout le monde, en particulier les femmes, afin qu'elles puissent utiliser ces ensembles de données pour répondre à leurs besoins et voir comment elles sont affectées par des décisions de politiques publiques au sens large.

À leur tour, les gouvernements doivent sensibiliser les citoyens qu'ils ont le droit d'accéder à l'information publique. C'est une première étape importante pour créer un écosystème dans lequel le mouvement du gouvernement ouvert peut s'épanouir et où la société civile peut utiliser l'information publique pour demander des comptes au gouvernement. Les campagnes ciblées peuvent aider à stimuler la demande de données de toutes les couches de la population. L'initiative Tracka au Nigéria, par exemple, a aidé les citoyens à utiliser des données ouvertes pour suivre la mise en œuvre de projets gouvernementaux dans leurs communautés afin de s'assurer que les services étaient fournis.

LES ENSEMBLES DE DONNÉES CLÉS NE SONT TOUJOURS PAS OUVERTS

La qualité des données gouvernementales est souvent médiocre, car la plupart des grands bureaux de statistique manquent de capacités. Les ressources disponibles pour les enquêtes sont limitées et sont donc rarement utilisées. Par conséquent, la plupart des données publiées sont périmées. Par conséquent, il n'est pas surprenant qu'une mauvaise implémentation des données ouvertes persiste.

En travaillant sur la mise en œuvre d'une initiative de données ouvertes pour les six états du sud-ouest du Nigéria³³, la Commission DAWN (Development Agenda for Western Nigéria) et la Fondation BudgIT ont découvert que les données sont souvent publiées dans des formats non lisibles par des machines, et maintenus dans une variété de paquets de base de données qui nécessitent des outils supplémentaires pour effectuer l'analyse des données.

2.4 Les pays manquent de cadres législatifs, de droits des citoyens et de structures sensibles au genre

Dans toute l'Afrique, il n'y a pas de législation exigeant que les pays mettent les données à la disposition du public. Dans le pire des cas, les tentatives des gouvernements pour contrôler le flux d'informations s'étendent à des fermetures d'Internet complètes ou partielles, empêchant les citoyens d'accéder non seulement aux données publiques, mais au web lui-même. En même temps, peu de pays ont une réglementation solide en matière de protection de la vie privée et des données, même lorsque ces protections

32 La Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (2007). ONU Femmes. Disponible à l'adresse <http://www.un.org/womenwatch/daw/cedaw>

33 Ade, W. (2017). La Commission DAWN charge les États du Sud-Ouest de jouer un rôle clé dans le Partenariat pour un gouvernement ouvert. Prompt News Online. Disponible à l'adresse <http://www.promptnews.com/dawn-commission-charges-south-west-states-key-open-govt-partnership>; Osogbo, HO (2017). Les États du Sud-Ouest agissent en synergie pour atteindre le plan de viabilité financière. Daily Trust. Disponible à l'adresse <https://www.dailytrust.com.ng/south-west-states-synergise-to-achieve-fiscal-sustainability-plan.html>

sont définies comme des droits constitutionnels - comme dans le cas du Nigéria. Cela rend les citoyens plus vulnérables à une utilisation de leurs données qu'ils ne peuvent pas prévoir ou à laquelle ils ne peuvent pas consentir, et qui, en fin de compte, peut leur causer du tort. Si les citoyens doivent être habilités par des données, les gouvernements doivent élaborer des politiques et des réglementations sur la protection des données et la vie privée, tout en faisant davantage pour faciliter l'accès des citoyens aux processus d'information, y compris des cadres juridiques pour un droit aux données.³⁴

Même si la législation sensible au genre est également limitée, des progrès ont été accomplis, comme dans le cas de l'Afrique du Sud, où il existe un certain nombre de projets de lois, de lois et d'autres droits constitutionnels qui mettent l'accent sur l'accès à l'éducation, le financement des entreprises et les services de développement économique et professionnel pour les femmes. Par exemple, le Projet de loi sur l'autonomisation des femmes et l'égalité des genres a été adopté en 2014, appelant à « la réalisation progressive d'au moins 50 % de représentation des femmes dans les structures de prise de décision... en améliorant l'accès à l'éducation, à la formation et au développement des compétences ». Le projet de loi incluait la nécessité d'éradiquer la violence sexiste et la discrimination contre les femmes et de donner la priorité à la santé et aux droits des femmes en matière de procréation.

Au Nigéria, les engagements politiques de haut niveau sensibles au genre doivent être respectés. L'Assemblée nationale, en particulier, n'a pas encore adopté le projet de loi sur l'égalité des sexes et l'égalité des chances, qui vise à garantir l'égalité des chances entre hommes et femmes et garçons et filles dans les domaines de la santé, de l'éducation et de l'emploi, ainsi que dans les domaines sociaux et économiques. Le projet de loi - qui cherche à éliminer la discrimination fondée sur le sexe, l'âge ou le handicap - a été récemment réintroduit au Sénat nigérian. L'Assemblée nationale devrait utiliser ce projet de loi pour proposer des engagements en matière d'accès du public à l'information et de politiques de données ouvertes.

2.5 Les processus de politiques de données ne sont pas sensibles au genre

Dans l'ensemble, les résultats de la recherche montrent qu'il y a un manque d'engagement du gouvernement à mener des politiques qui rassemblent les données, l'accès à l'information et le genre. Sur la base d'un questionnaire d'experts mené dans 12 pays africains, nous avons constaté que seulement 33 % des pays incluaient l'égalité des sexes et l'accès à l'information dans leurs constitutions ; 50 % des pays n'avaient pas de législation traitant de ces points.

La majorité des documents reflétant les priorités nationales de développement comprennent des statistiques ventilées par sexe. Cependant, ces statistiques ont tendance à ne pas être utilisées efficacement pour informer les décideurs parce qu'elles manquent de granularité. Au Cameroun, par exemple, le gouvernement s'est engagé à produire des statistiques sur le genre, mais n'est pas très efficace dans l'utilisation de ces données pour informer et influencer les politiques et les plans.³⁵ Selon AfroLeadership, les initiatives de données ouvertes au Cameroun manquent actuellement d'indicateurs clés de performance (ICP) sur les statistiques ventilées par sexe et les politiques sensibles au genre n'existent pas. Jusqu'à ce que ces ICP soient créés, les gouvernements ne sont pas susceptibles de se concentrer sur la question ou d'investir dans le suivi des progrès.

« Les représentants du gouvernement doivent être informés du rôle des données ouvertes dans la promotion du développement économique. Des formations et des séminaires au niveau local et international peuvent être utilisés pour aborder le rôle des données ouvertes, l'accès à l'information et l'égalité des genres. »

- Hilda Jacob Mwakatumbula, PhD, chercheuse TIC, Tanzanie

34 Gurumurthy, A., et Chami, N. (2018). Cadres de données pour un droit au développement. Disponible à l'adresse <http://www.unrisd.org/TechAndHumanRights-Gurumurthy-Chami>

35 Enquête de l'ONU Femme « Making Every Woman and Girl Count (MEWGC) » au Cameroun menée en juin 2017.

Alors que les politiques de données ouvertes ne mentionnent pas le genre ou les femmes, les lois, politiques et stratégies existantes en matière de TIC le font souvent. Par exemple, l'un des principaux jalons de première année de la politique en matière de données ouvertes de l'Ouganda est l'élaboration et la mise en œuvre d'un plan d'engagement des parties prenantes. Ceci représente une opportunité de créer une stratégie de mise en œuvre de politique sensible au genre. Cependant, aucun document officiel ne mentionne l'accès aux données ou plus spécifiquement, l'autonomisation des femmes avec des données ouvertes.

Le besoin de politiques intégrées et sensibles au genre est vrai au niveau régional. Des efforts concertés devraient être faits par les organismes régionaux (p. ex. la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), l'Union africaine (UA)) pour encourager les États membres à créer des politiques et des plates-formes de genre et de données ouvertes et développer des politiques et stratégies pour la protection des données, la confidentialité et l'amélioration de l'accès à l'information. Des mesures similaires pourraient également être prises par la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), qui a des protocoles relatifs à l'information et à la communication, ainsi qu'un protocole scientifique et technologique mentionnant spécifiquement des opportunités améliorées pour les femmes et l'égalité des sexes. Cependant, aucun d'entre eux ne mentionne spécifiquement les données ouvertes et les femmes. La SADC pourrait également encourager les États membres à participer au PGO.

SERVICES DE DONNÉES SEXOSPÉCIFIQUES POUR L'ACCÈS À L'EAU

La ville du Cap, en Afrique du Sud, subit actuellement une crise de l'eau. Open Data Durban recommande que le gouvernement national collabore avec les agences et les ministères et s'engage dans une approche transparente et inclusive pour publier des données publiques sur l'allocation des ressources en eau, l'accès à l'eau et l'assainissement. Les autorités devraient évaluer les populations et les groupes les plus touchés par la crise et s'assurer que les communautés marginalisées ne sont pas exclues de la planification de l'allocation des ressources - en particulier les femmes, les personnes handicapées, les personnes âgées et les personnes vivant dans la pauvreté. C'est une opportunité pour le gouvernement national de collaborer avec la municipalité pour développer des stratégies pour des solutions durables à la crise, impliquant les résidents à chaque étape du processus.³⁶

Les politiques de données ouvertes sensibles au genre peuvent fournir des cadres politiques et techniques qui pourraient soutenir et surveiller la performance du gouvernement pour améliorer la prestation de services. Cela peut être priorisé en fonction des secteurs prioritaires, mais devrait idéalement être dispersé dans tous les ministères du gouvernement.

³⁶ Voir Gevers, R. (2017). Leçons tirées de la discussion sur les données ouvertes avec notre municipalité. Open Data Durban. Disponible à l'adresse <https://medium.com/open-data-durban/lessons-learned-from-talking-opendata-with-our-municipality-bebe94510df9>

2.6 Il y a trop peu de défenseurs des données ouvertes

Les données ouvertes restent encore un concept lointain pour beaucoup d'Africains. Il y a peu de militants de haut niveau, d'organismes régionaux officiels ou de gouvernements défendant la cause - bien qu'il y ait quelques exceptions (p. ex. le Dr Bitange Ndemo en tant que défenseur du mouvement des données ouvertes du Kenya, l'adoption par la Sierra Leone de la Charte internationale des données ouvertes et l'initiative nationale des données ouvertes du Maroc).

S'il y a trop peu de défenseurs des données ouvertes, il y en a encore moins qui se concentrent sur les données ouvertes sensibles au genre. Pour répondre à cette préoccupation, les organismes régionaux devraient encourager les membres à adopter et à mettre en œuvre des politiques en matière de genre et de données ouvertes dans leur pays. Ces politiques devraient promouvoir la production de données pour améliorer la transparence, la participation et la responsabilisation en matière de gouvernance. La répercussion de ceci aiderait le continent à rivaliser et à collaborer avec le reste du monde.

Au-delà des organes régionaux, les pays individuels et la société civile dans son ensemble manquent également de défenseurs qui pourraient ouvrir la voie aux données ouvertes. Nous avons besoin de pionniers qui collaboreront avec les défenseurs traditionnels du genre et fourniront des cadres, de la technologie, des politiques, de la collaboration et de l'infrastructure, afin de progresser sur les données ouvertes et le genre en Afrique.

2.7 Des collaborations multipartites sont nécessaires

Nous avons besoin de partenariats et de collaboration pour faire des données ouvertes sensibles au genre une réalité. Les médias devraient s'associer avec des organisations de surveillance des médias et des organisations de défense des droits pour développer des campagnes de narration autour des femmes et

des données ouvertes. De telles campagnes peuvent également attirer l'attention sur les engagements pris par les gouvernements envers le PGO et leur performance globale en matière de législation sur l'égalité des sexes.

Si nous voulons une véritable participation à des collaborations multipartites, nous devons créer des plates-formes qui soient des environnements sûrs pour que les gens, en particulier les femmes, puissent participer et exprimer leurs opinions. Actuellement, les plates-formes en ligne ne fournissent pas d'environnements sûrs³⁷.

De plus, les municipalités et les OSC devraient travailler ensemble sur les questions d'ouverture des données, car cela fournit une dynamique puissante et une opportunité d'avoir un impact au niveau local. Cela signifie la localisation de programmes, de politiques et d'initiatives ciblant spécifiquement les femmes, leur accès et leur utilisation de données et d'informations. Par exemple, le gouvernement local et les OSC pourraient exécuter un projet pour répondre aux besoins d'information et éliminer les obstacles pour les femmes essayant d'accéder à des subventions. Le projet identifierait les domaines dans lesquels la technologie et les données ouvertes peuvent jouer un rôle dans l'autonomisation des femmes afin de leur permettre de mieux participer aux processus de prise de décision et de prendre des décisions plus éclairées pouvant soutenir leur autonomisation économique.

Un autre exemple vient d'Indonésie, où l'Open Data Lab de la Web Foundation a collaboré avec l'OSC Perkumpulan IDEA Yogyakarta pour utiliser les données ouvertes afin de promouvoir un développement sensible au genre en aidant les femmes des villages de Wonolelo et Girisuko à prendre des décisions budgétaires.³⁸

Au niveau régional, des coalitions d'organisations de la société civile et d'organisations de médias devraient être créées pour faciliter l'échange d'expériences et améliorer le travail en réseau à l'intersection des questions de genre, des données ouvertes et des statistiques de données.

37 Droits des femmes en ligne (2015). Web Foundation. Disponible à l'adresse <https://webfoundation.org/2015/10/new-report-womens-rights-online> ; Rapport de base sur les questions de droits des femmes en ligne au Ghana. Fondation des médias pour l'Afrique de l'Ouest (MFWA) et Web Foundation. Disponible à l'adresse <http://www.mfwa.org/wp-content/uploads/2018/02/Baseline-Report-WRO-Issues-in-Ghana.pdf> ; Amnesty révèle un impact alarmant de la violence en ligne contre les femmes (2017). Amnesty International. Disponible à l'adresse <https://www.amnesty.org/en/latest/news/2017/11/amnesty-reveals-alarming-impact-of-online-abuse-against-women>

38 Terkini, A. (2017). Données ouvertes pour le développement inclusif du genre. Desa Wonolelo. Disponible à l'adresse <http://wonolelo.bantulkab.go.id/index.php/first>

2.8 Des financements, des partenariats internationaux et un soutien sont nécessaires

L'écosystème de données en Afrique doit être développé. Même lorsque les représentants du gouvernement sont prêts à donner suite à une initiative de données ouvertes, un manque de financement pourrait entraver le processus. Par exemple, selon BudgIT, le gouvernement de l'État de Kano au Nigéria était prêt à développer un projet Kano ouvert pour ouvrir ses ensembles de données au public, mais en a été empêché par manque de fonds. Sans soutien financier, le projet est au point mort.

En outre, un examen de la politique, de la législation et de la performance des États membres en matière de genre est nécessaire pour donner une vue d'ensemble de la performance de la région sur ce protocole spécifique sur les droits des femmes (Protocole de Maputo). Par exemple, le [Mécanisme africain d'évaluation par les pairs](#) (MAEP) auquel la plupart des États membres de l'UA ont souscrit, joue un rôle essentiel en demandant aux gouvernements de rendre compte des progrès réalisés. Le MAEP est essentiel pour le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) - le programme phare de l'UA pour le développement économique. Évaluer le rôle des initiatives mises en place par des organismes régionaux et continentaux - et pas seulement internationaux - est également important. La Tanzanie, par exemple, s'est retirée du PGO en 2017, citant le partenariat comme une intervention étrangère, préférant plutôt le MAEP.

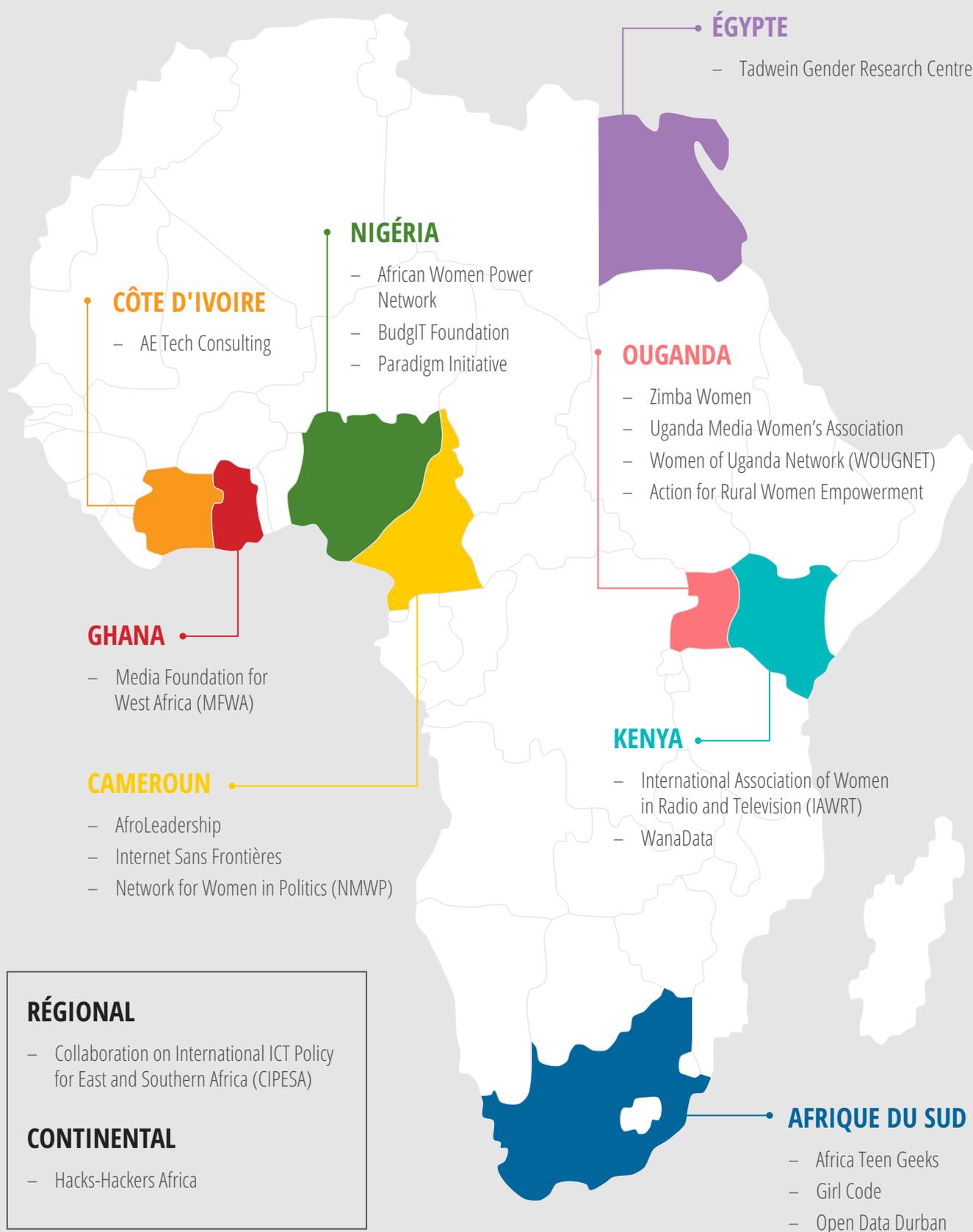
03

CARTOGRAPHIE DES ACTEURS

Alors que nos résultats révèlent que les données ouvertes (lorsqu'elles existent) ne fonctionnent pas pour les femmes en Afrique, un certain nombre d'organisations sur le continent travaillent sur les droits des femmes, les droits numériques, les données ouvertes et d'autres projets de données. Il existe de nombreux programmes technologiques axés sur l'apprentissage de la technologie par les femmes et la codification, ainsi que sur l'augmentation de leur participation à la création de technologies émergentes. Cependant, on accorde moins d'importance à l'accès aux données qui sont spécifiquement pertinentes pour les femmes, en essayant d'améliorer l'accès aux services pour les femmes, ou en essayant d'impliquer les femmes dans le gouvernement local et la prise de décision.

Cette carte met en évidence les experts du genre et des données ouvertes travaillant sur les questions relatives aux femmes et est conçue comme une ressource pour d'autres groupes travaillant dans l'espace et pour la communauté du développement au sens large. Les organisations ont identifié des travaux sur les données ouvertes, la technologie civique, les TIC ou les droits des femmes au Cameroun, au Nigéria, en Afrique du Sud et en Ouganda. Certaines organisations ont énuméré des travaux au niveau régional ou panafricain. Une liste plus complète d'organisations est disponible en annexe.

Des experts en genre et en données ouvertes travaillant sur les problèmes des femmes en Afrique



04

REGARD VERS L'AVENIR : INVERSER L'ÉCHEC DE LA POLITIQUE

L'exclusion des femmes du numérique et de la révolution des données est principalement due à l'échec de la politique. La bonne nouvelle est que l'échec de la politique peut être inversé. Les bonnes politiques peuvent contribuer grandement à permettre l'accès et l'autonomisation des femmes à travers le web.

Les progrès vers l'égalité des sexes en ligne doivent être fondés sur des solutions qui sont dirigées et détenues par les acteurs locaux et qui répondent aux réalités locales.

Il est nécessaire de sensibiliser davantage pour mettre pleinement en œuvre l'accès à l'information et aux politiques RTI à travers les organismes gouvernementaux locaux, régionaux et nationaux. Les pays doivent RÉAGIR - en mettant l'accent sur les droits, l'éducation, l'accès, le contenu et les objectifs - pour combler le fossé numérique entre les sexes en matière d'accès et d'utilisation. Améliorer la maîtrise des TIC et réduire le coût de l'accès à Internet est la clé. La nécessité de meilleures opportunités d'inclusion financière pour les femmes est également évidente. Plus de données ouvertes sur le budget, les dépenses et la passation de marchés aidera à fournir des preuves supplémentaires de ces besoins.

L'avantage du mouvement « ouvert » est qu'il peut être guidé par un cadre légal et réglementaire qui soutient la mise en œuvre de systèmes de données ouverts (de la collecte à la publication de données), l'accès à l'information, la protection des données personnelles par des cadres réglementaires et la sécurité des transactions électroniques et des systèmes d'information.

Les gouvernements devraient donc adopter des politiques de données ouvertes sensibles au genre qui :

- **Relient les politiques nationales de genre** à l'utilisation des données et rendent les politiques de données ouvertes sensibles au genre
- **Publient des données en ligne dans un format lisible par des machines** pour une utilisation facile et réutilisable
- **Publient des ensembles de données pertinents et opportuns** pour favoriser la transparence et la responsabilisation du gouvernement et améliorer la confiance du public envers les dirigeants
- **Publient des ensembles de données complets**, donnant aux utilisateurs - y compris la société civile, les étudiants, les chercheurs et les journalistes - une vision granulaire de l'information publique
- **Garantissent que les statistiques disponibles sont ventilées par sexe** et de haute qualité
- Encouragent ou exigent l'utilisation de fonds publics pour **élargir les opportunités d'accès et d'utilisation d'Internet par les femmes**³⁹
- **Engagent les spécialistes des données à réorganiser les données ouvertes** dans des formats convaincants (p. ex. des infographies, des graphiques) afin de renforcer les efforts de plaidoyer et de soutenir la sensibilisation du public

Comme plus de données sont générées et que la demande d'accès aux données continue d'augmenter rapidement, il est essentiel que les gouvernements ouvrent leurs données pour assurer que le pouvoir des données pour créer des opportunités sociales et économiques est donné à tous.

³⁹ Les recherches de la Web Foundation montrent qu'environ 408 millions de dollars US sont dépensés en fonds de service et d'accès universels en Afrique - argent qui pourrait être utilisé pour augmenter l'accès à Internet pour tous, en particulier pour les femmes, les pauvres et autres populations marginalisées. Voir : <https://webfoundation.org/research/closing-gender-digital-divide-in-africa/>

05

ANNEXE

5.1 Collaboration sur le genre et les données ouvertes

En 2017, la Web Foundation a organisé un atelier sur le genre et les données à Abidjan, Côte d'Ivoire, soutenu par la Banque africaine de développement. L'atelier a réuni 36 organisations pour tracer une voie sur les données de genre afin de favoriser les collaborations.

Pour en savoir plus sur les résultats de cet atelier, ou pour obtenir la liste des organisations participantes, veuillez contacter Nnenna Nwakanma à l'adresse

nnenna.nwakanma@webfoundation.org.

5.2 Organisations travaillant dans le domaine des données ouvertes, de la technologie civique, des TIC et des droits des femmes

NOM DE L'ORGANISATION	DESCRIPTION ET ACTIVITÉS	PAYS / RÉGION / CONTINENT	TYPE DE TRAVAIL
Code for Africa : https://codeforafrica.org	Un réseau de journalistes de données et de défenseurs de données ouvertes en Afrique. Le Code pour le Cameroun forme régulièrement des personnes et des journalistes au journalisme de données et de données ouvertes, avec des activités de données ouvertes régulières dans les pays où le Code for Africa a des filiales.	Afrique	Journalisme de données, données ouvertes
Hacks-Hackers Africa : http://www.hackafrica.org	Un programme mondial pour rassembler des journalistes et des technologues autour de questions liées au journalisme de données et au journalisme numérique. Hack-Hackers a des filiales dans plusieurs pays d'Afrique et dans le monde.	Afrique	Journalisme de données, journalisme numérique
Women in Machine Learning and Data Sciences (WiMLDS) : http://wimlds.org	WiMLDS soutient et encourage les femmes qui pratiquent, étudient ou s'intéressent aux domaines de l'apprentissage automatique et de la science des données. WiMLDS héberge des conférences données par d'éminents spécialistes des données, des ateliers techniques, des événements de réseautage et des hackathons.	Kenya, Nigéria	Apprentissage automatique, science des données
CFI (Canal France International) Open Data Medias : http://www.cfi.fr/en/project/opendata-media	CFI Open Data Medias est un programme qui vise à former des activistes de données en Afrique francophone, en particulier les journalistes et la société civile.	Afrique francophone	Données ouvertes, activisme de données, journalisme
Collaboration on International ICT Policy for East and Southern Africa (CIPESA) : https://cipesa.org/category/open-data	La CIPESA vise à faire progresser la recherche sur les politiques en Afrique, la défense de la liberté en ligne, les données ouvertes et la gouvernance électronique, la gouvernance de l'Internet et la démocratie des TIC.	Afrique, Est et Sud	Politique, recherche, plaidoyer, liberté en ligne, données ouvertes, e-gouvernance
Internet Sans Frontières : https://www.facebook.com/InternetSansFrontieres	ISF a lancé avec succès une campagne sur « Pourquoi l'inclusion numérique des femmes » au Cameroun. Soutenu par l'Audit numérique du fossé entre les sexes, l'ISF travaille avec une coalition de la société civile pour faire pression sur les autorités camerounaises pour l'adoption d'une clause sur le genre dans les règlements relatifs aux obligations du service universel et pour l'alphabetisation numérique.	Cameroun	Genre, alphabetisation numérique
National Community Driven Development Programme (PNDP)	Le PNDP vise à favoriser le développement participatif décentralisé mis en place par le gouvernement du Cameroun (GC) sous l'égide du ministère de l'Économie, de la Programmation et du Développement économique (MINEPAT) en collaboration avec la Banque mondiale et d'autres organisations bilatérales.	Cameroun	Gouvernance, développement participatif
Network for Women in Politics (NMWP) : http://www.observatoiresdugendre.com/observatoire/more-women-in-politics-nmwp	Le NMWP vise à autonomiser les femmes en augmentant le taux de femmes élues au Cameroun à travers des formations en leadership et en éducation civique ainsi qu'en communication non-violente.	Cameroun	Genre, politique, politiques

NOM DE L'ORGANISATION	DESCRIPTION ET ACTIVITÉS	PAYS / RÉGION / CONTINENT	TYPE DE TRAVAIL
Renata : http://www.tantines.org	Renata - « L'armée des tantines » au Cameroun est un réseau de jeunes filles et de femmes aidant à rompre le silence autour des abus sexuels dans un système patriarcal. Renata compte plus de 21 000 femmes bénévoles dans 350 groupes de soutien pour aider les victimes de viol et de violence.	Cameroun	Violence sexiste
Reach Out Cameroon : https://www.reachoutcameroon.org	Reach Out Cameroon aborde les problèmes des femmes et les besoins des autres personnes vulnérables - personnes moins privilégiées, enfants et femmes.	Cameroun	Genre, jeunesse
Institut africain d'informatique du Cameroun (IAI-Cameroun) : http://www.iaicameroun.com	L'IAI-Cameroun a lancé le « Programme de formation de 100 000 femmes aux TIC » pour former les femmes à l'utilisation des ordinateurs et des logiciels couramment utilisés.	Cameroun	Genre, formation aux TIC
AfroLeadership : http://www.afroleadership.org	AfroLeadership soutient les données ouvertes, le journalisme de données, les droits numériques et la technologie civique. Incube et encadre des organisations et des réseaux de femmes autour de questions de données ouvertes, de journalisme de données et de technologie civique.	Cameroun	Données ouvertes, journalisme de données, droits numériques, technologie civique
Center for Youth Education & Economic Development (CYEED) : http://www.cyeed.net	Le CYEED est basé à Bamenda et est un centre ultramoderne de formation professionnelle, technique et d'entrepreneuriat pour les jeunes. Le centre offre une formation pratique unique utilisant la technologie des développeurs.	Cameroun	Jeunesse, formation aux TIC, technologie des développeurs
AE Tech Consulting : https://www.facebook.com/AETechConsulting	AE Tech Consulting a mené de nouvelles recherches en vue d'un audit numérique des droits des femmes en ligne en Côte d'Ivoire, ainsi que la collecte de nouvelles données primaires par le biais de groupes de discussion et d'une enquête sur la situation des femmes et des TIC en Côte d'Ivoire.	Côte d'Ivoire	Genre, politique, campagne
Centre de recherche sur l'égalité des genres Tadwein : https://tadwein.org	Le Centre de recherche sur l'égalité des genres Tadwein travaille sur l'élaboration de modules de formation sur la sécurité numérique, en sensibilisant les femmes et les groupes vulnérables sur la sécurité numérique et en faisant progresser les compétences pour prévenir l'intimidation en ligne et le harcèlement sexuel.	Égypte	Sécurité numérique, genre, violence sexiste
Fondation des médias pour l'Afrique de l'Ouest (MFWA) : http://www.mfwa.org	La MFWA est une organisation régionale indépendante de développement des médias et de défense de la liberté d'expression en Afrique de l'Ouest avec des <u>organisations partenaires nationales</u> dans les 16 pays de la région. La MFWA œuvre avec des groupes de droits des femmes, des organisations de droits numériques et les médias pour assurer la mise en œuvre des engagements du gouvernement en faveur de l'égalité numérique entre les sexes.	Ghana	Journalisme, droits numériques, genre

NOM DE L'ORGANISATION	DESCRIPTION ET ACTIVITÉS	PAYS / RÉGION / CONTINENT	TYPE DE TRAVAIL
Association internationale des femmes en radio et télévision (IAWRT) Kenya : http://www.iawrt.org/chapter/kenya	IAWRT-K est une organisation mondiale formée par des femmes professionnelles travaillant dans les médias pour renforcer les initiatives visant à garantir que les points de vue et les valeurs des femmes font partie intégrante de la programmation et pour faire progresser l'impact des femmes dans les médias. IAWRT-K organise des formations régionales pour sensibiliser les femmes dans les gouvernements locaux, les médias et les leaders communautaires.	Kenya	Genre, médias numériques, médias alliés
WanaData : https://codeforkenya.org/wanadata-ke	WanaData-Ke est un réseau de femmes journalistes travaillant sur l'évolution du paysage des médias numériques en produisant et en promouvant des nouvelles axées sur les données et en appliquant les technologies numériques dans leur narration.	Kenya	Genre, journalisme de données, médias numériques
Science Innovation Information and Communication Technology Research Institute (SIITRI)	Le Directeur national de l'éducation primaire du Ministère de l'éducation et du développement humain s'est engagé à collaborer avec la SIITRI pour organiser des séminaires sur la fracture numérique entre les sexes dans les écoles secondaires et organiser un forum d'ONG avec des organisations de femmes sur le sujet.	Mozambique	Genre, politique
Women Development International Association (WODIA) : http://www.thewodia.org	WODIA œuvre pour l'amélioration du statut des femmes et la promotion de l'accessibilité des services sans barrières financières, culturelles, géographiques et autres.	Nigéria	Genre, accessibilité aux services
African Women Power Network : https://awpnetwork.com	African Women Power Network est une plate-forme pour les femmes entrepreneurs africaines permettant de les inspirer et les habiliter à transformer leurs idées en une réalité et à bâtir des entreprises prospères.	Nigéria	Genre, entrepreneuriat
Paradigm Initiative : https://piNigeria.org	Paradigm Initiative est une entreprise sociale qui défend les droits numériques afin d'améliorer les moyens de subsistance des jeunes défavorisés et travaille avec la Commission nigériane des communications et le Ministère des communications sur un plan d'action visant à combler l'écart entre les sexes en matière de TIC.	Nigéria	Genre, politique, droits numériques, sécurité numérique, formation aux TIC
Women Aid Collective : http://wacolNigeria.org/wacol	Women Aid Collective soutient le développement éducatif, social, économique et politique des femmes et des jeunes à travers un large éventail de services : formation, recherche, plaidoyer, logement, aide juridique et financière, résolution de conflits intrafamiliaux, services d'information et de bibliothèque	Nigéria	Genre, violence sexiste, formation aux TIC
Oxfam Nigéria : https://www.oxfam.org/en/countries/Nigeria	Oxfam Nigéria œuvre pour la réduction des inégalités au Nigéria, en mettant l'accent sur l'inégalité entre les sexes et la discrimination contre les femmes.	Nigéria	Genre, violence sexiste
Fresh and Young Brains Development Initiative (FBIN) : https://freshbrainsinitiativeng.com	La FBIN promeut l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes en faisant évoluer les attitudes, les politiques et les actions qui favorisent la durabilité environnementale et la participation significative des jeunes.	Nigéria	Genre, jeunesse, formation aux TIC, agriculture

Section 5 : Annexe

NOM DE L'ORGANISATION	DESCRIPTION ET ACTIVITÉS	PAYS / RÉGION / CONTINENT	TYPE DE TRAVAIL
Fondation BudgIT : https://yourbudgit.com	La Fondation BudgIT s'efforce de réduire les inégalités économiques et de mettre fin à l'inégalité entre les sexes dans les politiques publiques.	Nigéria	Politique, développement participatif, genre, accessibilité des services
She Loves Data : http://www.aigs.co.za/events/sponsorships/data-girls	She Loves Data organise des ateliers dans des industries traditionnellement dominées par les hommes, en offrant aux femmes une formation en analyse et en intelligence d'affaires.	Afrique du Sud	Genre, intelligence d'affaires, analyse de données
Code4CapeTown : http://code4ct.com	Code4CT forme les femmes à utiliser le code pour la résolution de problèmes et contribue de manière significative au système d'innovation de l'Afrique du Sud.	Afrique du Sud	Formation en TIC, technologie des développeurs, entrepreneuriat
Girl Code : http://girlcodeza.co.za/africa-tech-girls-lindiwe-mashinini-co-founder-africa-teen-geeks	Girl Code vise à autonomiser les femmes grâce à la technologie en offrant des formations en compétences numériques et des initiatives de placement.	Afrique du Sud	Genre, formation aux TIC
Women in Tech : http://womenintech.co.za/blog	Women in Tech est une plate-forme où les entreprises technologiques peuvent trouver des femmes à embaucher.	Afrique du Sud	Genre, formation aux TIC, code, entrepreneuriat
Girl Hype : http://girlhype.co.za	Girl Hype offre des programmes parascolaires gratuits pour les filles du 6e au 12e grade afin de découvrir le codage dans un environnement amusant et amical.	Afrique du Sud	Genre, jeunesse, formation aux TIC, technologie des développeurs, code
Africa Teen Geeks : http://www.africateengeeks.co.za/blog	Africa Teen Geeks offre une formation en informatique dans les écoles et dans les communautés mal desservies.	Afrique du Sud	Code, jeunesse, formation aux TIC
Open Data Durban : https://opendata.durban	Open Data Durban (ODD) est un laboratoire de technologie civique axé sur la démocratie participative et les villes réceptives et inclusives en Afrique du Sud. Le projet Durban Answers travaille avec des groupes dirigés par des femmes ainsi que des mères qui dépendent de subventions sociales.	Afrique du Sud	Données ouvertes, genre, formation aux TIC, technologie civique, recherche
Disabled Women in Development (DIWODE) : http://diwode.webs.com	DIWODE encourage les initiatives d'entraide sociale et économique par le biais de formations aux activités génératrices de revenus, aux facilités de microcrédit, à la sensibilisation et au plaidoyer	Ouganda	Genre, handicap, plaidoyer
Association des femmes des médias de l'Ouganda (UMWA) : http://www.umwamamafm.co.ug	Propose des programmes pour le plaidoyer et la communication, le renforcement des capacités et la formation, la recherche et le développement et la sensibilisation rurale	Ouganda	Genre, médias, plaidoyer, formation aux TIC, recherche

NOM DE L'ORGANISATION	DESCRIPTION ET ACTIVITÉS	PAYS / RÉGION / CONTINENT	TYPE DE TRAVAIL
Action pour l'autonomisation des femmes rurales : http://aruweug.org	Travaille sur des programmes qui favorisent le bien-être économique et social des femmes, des communautés de santé durables, la résilience au changement climatique, et l'éducation et l'apprentissage tout au long de la vie.	Ouganda	Genre, entrepreneuriat, agriculture, formation aux TIC
Fondation pour la santé des femmes (WHF, Women's Health Foundation) : http://whfuganda.org	Les objectifs de la WHF comprennent la sensibilisation civique sur la santé avant et après la grossesse, les services de traitement et de réadaptation, et le plaidoyer.	Ouganda	Genre, accessibilité aux services, services de traitement et de réadaptation, plaidoyer
Réseau des femmes de l'Ouganda (WOUGNET, Women of Uganda Network) : http://wougnnet.org	WOUGNET est un réseau de plus de 100 organisations dédiées au soutien des femmes et des organisations féminines dans l'utilisation des TIC, ainsi que dans la communication hors ligne. Grâce à son engagement auprès des décideurs politiques, WOUGNET a rejoint le Groupe de référence sur la violence sexiste (Ministère du genre, du travail et du développement social) et a dirigé une équipe sur le genre et les TIC pour l'autonomisation des femmes.	Ouganda	Genre, formation aux TIC, communication, violence sexiste
Zimba Women : https://www.zimbawomen.org	Zimba Women fournit des outils et des plates-formes technologiques, des formations commerciales, du mentorat et des réseaux pour améliorer les moyens de subsistance des femmes en Afrique subsaharienne.	Ouganda	Genre, formation aux TIC, formation à l'entrepreneuriat, mentorat

Type de travail identifié dans les organisations dans le tableau ci-dessus : plaidoyer, agriculture, médias alliés, intelligence d'affaires, campagne, technologie civique, code, communication, activisme des données, analyse de données, journalisme de données, science des données, technologie des développeurs, alphabétisation numérique, médias numériques, journalisme numérique, droits numériques, sécurité numérique, handicap, gouvernance électronique, formation à l'entrepreneuriat, genre, violence basée sur le genre, gouvernance, formation aux TIC, journalisme, apprentissage automatique, mentorat, liberté en ligne, données ouvertes, développement participatif, politique, politiques, recherche, rural, accessibilité des services, traitement et services de réadaptation, jeunesse.

5.3 Liens utiles, autres ressources

Cette section contient des ressources utiles, y compris des documents juridiques, des documents académiques, des sites Web d'initiatives pertinentes et des articles de blog.

Aacoalition.org (2018). NCAA National Gender Policy, Federal Republic of Nigeria.

Available at http://www.aacoalition.org/national_policy_women.htm

Adieno, D. (2017). Gender data for gender equality. ICTUpdate.

Available at <http://ictupdate.cta.int/2017/03/01/gender-data-for-gender-equality>

AfroLeadership (2016). Launch of project "Cameroon Open Local Budget (COLB)".

Available at <http://www.afroleadership.org/index.php/fr/accueil/10-categories-fr/actualites/60-lancement-du-projet-cameroon-open-local-budget-colb>

Alliance for Affordable Internet (A4AI) (2017). Affordability Report.

Available at <http://a4ai.org/affordability-report/report/2017>

— **(2016) Mobile Broadband Data Costs.**

Available at <http://a4ai.org/mobile-broadband-pricing-data>

APC. (2018). Advancing a gender-responsive approach to ICT policy and decision making.

Available at <https://www.apc.org/en/blog/advancing-gender-responsive-approach-ict-policy-and-decision-making>

Boulianne, S. (2015). Social media use and participation: A meta-analysis of current research. Information, Communication & Society, 18(5), 524-538.

Business in Cameroon (2018). Transparency International ranks Cameroon 34th in the list of most corrupt countries in Africa.

Available at <http://www.businessincameroon.com/public-management/2801-5952-transparency-international-ranks-cameroon-34th-in-the-list-of-most-corrupted-countries-in-africa>

Cameroon Tribune (2014). Gender-sensitive budgeting examined for 2015-2017 plan.

Available at <https://www.cameroonweb.com/CameroonHomePage/business/Gender-sensitive-budgeting-examined-for-2015-2017-plan-316581>

Collaboration on International ICT Policy for East and Southern Africa (CIPESA) (2017). Access to Public Information in Uganda: Rhetoric or Reality?

Available at <https://cipesa.org/2017/10/access-to-public-information-in-uganda-rhetoric-or-reality>

— **(2017). The Right To information in Uganda: Unclogging The Bottlenecks.**

Available at <https://cipesa.org/2017/01/the-right-to-information-in-uganda-unclogging-the-bottlenecks>

— **(2016). Project Evaluation: Open Data and Right to Information.**

Available at <https://cipesa.org/2016/11/project-evaluation-open-data-and-right-to-information>

Davidson, C. (2017). Information is for everyone: Why literacy is a gender equality issue. IFEX.

Available at <https://www.ifex.org/international/2017/08/04/literacy-gender-equality>

Diphoko, W. (2018). Open Data can save cities and governments. Business Report.

Available at <https://www.iol.co.za/business-report/opinion/opinion-open-data-can-save-cities-and-governments-12820956>

Effing, R., Van Hillegersberg, J., & Huibers, T. (2011, August). Social media and political participation: are Facebook, Twitter and YouTube democratizing our political systems? In International conference on electronic participation (pp. 25-35). Springer, Berlin, Heidelberg.

EITI Cameroon (2017). Politique de données ouvertes de l'ITIE : Rendre l'ITIE Cameroun numériquement intelligent.

Available at https://eiti.org/sites/default/files/documents/politique_des_donnees_ouvertes_25_06_17.pdf

Extractive Industries Sourcebook (2011). Law No N°001 of 16 April 2001 on the establishment the mining code for the Republic of Cameroon.

Available at [http://www.eisourcebook.org/cms/Cameroon%20Mining%20Code%20\(in%20French\).pdf](http://www.eisourcebook.org/cms/Cameroon%20Mining%20Code%20(in%20French).pdf)

FinScope (2013). REEV Consult International, with technical support from the Economic Policy Research Institute, and funding from Financial Sector Deepening Uganda. (Also Available in 17 other countries across Africa).

Available at <http://catalog.data.ug/dataset/finscope-2013>

Government of Cameroon (2015). National Gender Policy.

Available at <http://allafrica.com/stories/201501280925.html>

- **(1999). Droit D’Afrique. Law No. 99/013 of 22 December 1999 to Institute the Petroleum Code.**
Available at <http://www.droit-afrique.com/upload/doc/cameroun/Cameroun-Code-petrolier-1999.pdf>
- **(2000). Droit D’Afrique, Cameroon Decree of Application of the Petroleum Code No.2000/465 of 30 June 2000.**
Available at <http://www.droit-afrique.com/upload/doc/cameroun/Cameroun-Code-petrolier-1999.pdf>
- **(1996). Constitution of Cameroon.**
Available at <http://confinder.richmond.edu/admin/docs/Cameroon.pdf>

Government of Morocco (2018). Budget Sensible au Genre. Ministry of the Economy and Finance.

Available at https://www.finances.gov.ma/fr/Pages/BSG/Accueil_all.aspx?m=Budget%20Sensible%20au%20Genre

Government of Nigeria (2017). Open Government Partnership. National Action plan.

Available at https://www.opengovpartnership.org/sites/default/files/Nigeria_NAP_2017-2019.pdf

- **(2011). Freedom of Information Act. Laws of the Federation of Nigeria.**
Available at <https://www.cbn.gov.ng/FOI/Freedom%20Of%20Information%20Act.pdf>
- **(2008). National Gender Policy Strategic Framework (Implementation Plan) Federal Republic of Nigeria 2008 – 2013.**
Available at <http://extwprlegs1.fao.org/docs/pdf/nig151427.pdf>
- **(2007). Fiscal Responsibility Act.**
Available at <http://www.lawyard.ng/wp-content/uploads/2016/01/FISCAL-RESPONSIBILITY-ACT-2007.pdf>
- **(1999). Constitution of the Federal Republic of Nigeria 1999. World Bank.**
Available at http://publicofficialsfinancialdisclosure.worldbank.org/sites/fdl/files/assets/law-library-files/Nigeria_Constitution_1999_en.pdf

Government of South Africa (2018). Women Economic Empowerment Programmes. Department of Trade and Industry.

Available at http://www.dti.gov.za/economic_empowerment/women_empowerment_programmes.jsp

- **(2015). Women united in moving South Africa into a digital economy Hon. (speech). Prof. Hlengiwe Mkhize, Deputy Minister of the Department of Telecommunications and Postal Services.**
Available at https://www.dtps.gov.za/index.php?option=com_content&view=article&id=518:women-united-in-moving-south-africa-into-a-digital-economy&catid=10&Itemid=137
- **(2013). Women Empowerment and Gender Equality Bill.**
Available at https://www.juta.co.za/media/filestore/2013/11/B50_2013.pdf

- (n.d.) South Africa's National Policy Framework for Women's Empowerment and Gender Equality. The Office on the Status of Women.

Available at https://www.environment.gov.za/sites/default/files/docs/national_policy_framework.pdf

Government of Uganda (2018). DATA.Ug – Open Data in Uganda.

Available at <http://catalog.data.ug>

- (2018). Uganda Data Portal. Uganda Bureau of Statistics (UBOS), sponsored by the African Development Bank.

Available at <http://uganda.opendataforafrica.org>

- (2018). Uganda System for Electronic open data Records (USER). Kampala Capital City Authority (KCCA), in collaboration with the Anti-Corruption Coalition Uganda (ACCU), Office of the Prime Minister, and with support from UNDP Seoul Policy Centre and the Seoul Metropolitan Government (SMG).

Available at <http://www.user.ug>

- (2018). Government eServices portal. National Information Technology Authority (NITA).

Available at ecitizen.go.ug

International Budget Partnership (2017). The Open Budget Survey.

Available at <https://www.internationalbudget.org/open-budget-survey/open-budget-index-rankings>

Intel (n.d.). Women and the Web Bridging the Internet gap and creating new global opportunities in low and middle-income countries.

Available at <https://www.intel.com/content/dam/www/public/us/en/documents/pdf/women-and-the-web.pdf>

Japan International Cooperation Agency (JICA) (2015). Country Report of Gender Profile (Cameroon) (English).

Available at http://open_jicareport.jica.go.jp/pdf/1000026850.pdf

Kahle, K. & Biron, L. (2018). Coding has no gender.

Available at <https://home.cern/about/updates/2018/02/coding-has-no-gender>

Knoema (2017). World Data Atlas. (Including literacy rates).

Available at <https://knoema.com/atlas/>

Kusambiza, M. (2013). A case study of gender responsive budgeting in Uganda.

Available at https://consultations.worldbank.org/Data/hub/files/grb_papers_uganda_updf_final.pdf

Lopes, C.A. & Bailur, S. (2018). Gender equality and big data: Making gender data visible.

Available at <http://www.unwomen.org/en/digital-library/publications/2018/1/gender-equality-and-big-data>

Machel, G. (2017). Women's education is needed to advance society. HuffPost ZA.

Available at https://www.huffingtonpost.co.za/graca-machel/graca-machel-womens-education-is-needed-to-advance-society_a_23225636

Mariano, D. (2017). Meet four women leading the drive for open data in Africa. World Bank.

Available at <https://blogs.worldbank.org/opendata/meet-four-women-leading-drive-open-data-africa>

Mosima, E. (2013). Cameroon: Women's Empowerment Statistical Yearbook Imminent. Gender Statistics Yearbook by the Ministry of Women Empowerment.

Available at <http://allafrica.com/stories/201310010948.html>

Mungai, P.W. (2017). Causal Mechanisms that enable institutionalisation of open government data in Kenya. PhD Dissertation. University of Cape Town.

Namunoga, J. (2017). Open data day 2017 in Uganda: Open contracting, a key to inclusive development.

Available at <https://blog.okfn.org/2017/03/23/open-data-day-2017-in-uganda-open-contracting-a-key-to-inclusive-development>

Namunoga, J. (2017). Uganda's open data trek: What does open data really mean for Uganda?. Pollicy. Anti-Corruption Coalition Uganda (ACCU).

Available at <https://medium.com/pollicy/ugandas-open-data-trek-6751fe85466>

NIS African Development Bank (2018). Cameroon data portal.

Available at <http://cameroon.opendataforafrica.org>

Ornemark, C. (2017). Gender and open data: Is there an app for that? ICTUpdate.

Available at <http://ictupdate.cta.int/2017/03/01/gender-and-open-data-is-there-an-app-for-that/>

Santos, I. (2016). #GenderMatters: From digital divides to digital dividends.

Available at <http://blogs.worldbank.org/developmenttalk/where-are-women>

Stotsky, J.G. (2017). Gender budgeting in sub-Saharan Africa. GREAT Insights Magazine, Volume 6, Issue 2.

Available at <http://ecdpm.org/great-insights/she-drives-change/gender-budgeting-sub-saharan-africa>

Serwadda D., Ndebele P., Grabowski M.K., Bajunirwe F., & Wanyenze, R.K. (2018). Open data sharing and the Global South—Who benefits?

Available at <http://science.sciencemag.org/content/359/6376/642.full>

UN Women (2012). Women in Uganda's villages influence local budgets and policies.

Available at <https://reliefweb.int/report/uganda/women-uganda%E2%80%99s-villages-influence-local-budgets-and-policies>

Van Schalkwyk, F., Willmers, M., & Schonwetter, T. (2015): Embedding open data practice: Developing indicators on the institutionalisation of open data practice in two African governments. figshare. Paper.

Available at https://figshare.com/articles/Embedding_open_data_practice_Developing_indicators_on_the_institutionalisation_of_open_data_practice_in_two_African_governments/1528088

Web Foundation (2016). Women's rights online REACT policy framework.

Available at <https://webfoundation.org/wro-network>

— **(2016). Women's rights online report cards.**

Available at http://webfoundation.org/docs/2016/09/WRO-Gender-Report-Card_Overview.pdf

— **(2017). Open Data Barometer Regional Snapshot: Sub-saharan Africa (4th ed.).**

Available at <https://opendatabarometer.org/4thedition/regional-snapshot/sub-saharan-africa>

World Bank (2018). Open Data for Africa (data portal).

Available at <http://dataportal.opendataforafrica.org/search?query=uganda&source=HomePage>

UN Women (2014). Strengthening local councils in Cameroon to respond to women and girls needs.

Available at <http://gender-financing.unwomen.org/en/highlights/local-governance-in-cameroon>

— **(2016). He for She Project.**

Available at <http://www.unwomen.org/en/news/stories/2016/8/heforshe-in-cameroon>

US Embassy in Côte d'Ivoire (2018). UNAIDS Launches U.S.-funded Data Tool to Help Côte d'Ivoire Improve HIV Response.

Available at <https://ci.usembassy.gov/unaid-launches-u-s-funded-data-tool-help-cote-divoire-improve-hiv-response>



**WORLD WIDE WEB
FOUNDATION**

World Wide Web Foundation
1110 Vermont Ave NW, Suite 500
Washington, DC 20005, USA

www.webfoundation.org

Twitter: [@webfoundation](https://twitter.com/webfoundation)